

STATUTS

ACTION INTERMITTENCE

Entrée en vigueur le 6 décembre 2022

Article 1

Il est constitué, sous la dénomination “Action Intermittence”, une Association régie par les articles 60 et suivants du Code civil suisse et par les présents Statuts.

Article 2

Le Siège de l’Association est à Genève au domicile du ou de la Président·e.

Article 3

Les buts principaux de l’Association sont :

a) Gérer les Fonds qui lui sont alloués en conformité avec son cahier des charges et le règlement d'application du Fonds d'encouragement à l'emploi des personnes salariées intermittentes du domaine des arts et de la culture.

b) Contribuer à une meilleure information des professionnel·le·s du domaine des arts et de la culture de leur situation et de leurs droits en matière d’assurance-chômage.

c) Susciter un engagement accru des organisations professionnelles ou syndicales concernées en faveur des personnes salariées intermittentes, favoriser une meilleure coordination de leurs activités dans ce sens et obtenir leur soutien à “Action Intermittence”.

d) Sensibiliser les autorités culturelles, les médias et un public plus large sur les réalités économiques et les problèmes particuliers rencontrés par les professionnel·le·s du domaine des arts et de la culture dans l’exercice de leurs métiers.

e) Proposer dans le cadre des assurances sociales des aménagements qui prennent en compte les particularités des professions des arts et de la culture.

f) Sensibiliser et informer les pouvoirs publics et le secteur de la culture quant à l'existence - au niveau fédéral - du Statut intermittent acquis en 2003 au sein de la LACI via l'OACI grâce à l'introduction des Articles 12a et 8.

g) Contribuer à l'amélioration du statut social de l'artiste et des actrices du domaine des Arts et de la culture en valorisant les barèmes de rémunérations recommandés par les partenaires sociaux de chaque domaine artistique.

Article 4

Les ressources de l’Association proviennent au besoin de :

- a) Dons et legs
- b) Subventions publiques et privées
- c) Cotisations versées par les membres
- d) Toute autre ressource autorisée par la Loi.

Les Fonds sont utilisés conformément au but social de l’Association.

Article 5

Peuvent acquérir en tout temps la qualité de membres, les personnes physiques dont l’activité professionnelle (artistique, technique ou administrative) correspond à l’un des domaines suivants :

- a) Musique
- b) Danse
- c) Théâtre
- d) Cinéma
- e) Arts visuels
- f) Autres arts du spectacle
- g) Autres domaines culturels ou artistiques ainsi que toute personne physique qui souhaite soutenir les buts de l’Association.

Article 6

Celui et celle qui désire acquérir la qualité de membre de l’Association doit présenter une demande écrite par laquelle iel accepte les obligations statutaires et les buts de l’Association. Les membres s’engagent à respecter les travaux en cours et s’informent sur leurs avancées. L’admission est effective avec le paiement de la cotisation annuelle. Le renouvellement de la qualité de membre se fait en début d’année civile.

Article 7

Chaque membre a droit à une voix au sein de l’Assemblée générale de l’Association ; iel n’a pas d’autre obligation financière que le versement de la cotisation annuelle. La cotisation annuelle, fixée par l’Assemblée générale, est égale pour chaque membre ; elle ne sera pas inférieure à CHF 50.- par année civile ou fraction d’année civile.

Article 8

La qualité de membre s'éteint :

- a) Par la démission, qui peut avoir lieu moyennant une déclaration écrite notifiée à l'Association pour la fin d'une année civile.
- b) Par le non-paiement de la cotisation de l'année courante avant la tenue de l'Assemblée générale ordinaire.
- c) Un-e membre peut être exclu-e en cas de non-respect des principes énoncés dans les Statuts ou s'il porte préjudice à l'Association et à ses membres.

Article 9

Les organes de l'Association sont :

- a) L'Assemblée générale
- b) Le Comité
- c) L'Organe de contrôle

Article 10

L'Assemblée générale est le pouvoir suprême de l'Association ; en font partie tous les membres de l'Association. Elle détient les droits inaliénables de :

- a) Définir les orientations générales de l'Association ;
- b) Nommer les membres du Comité et l'Organe de contrôle ;
- c) Approuver les bilans, comptes ; d'exploitation et rapports annuels ;
- d) Fixer le montant de la cotisation annuelle ;
- e) Adopter et modifier les Statuts ;
- f) Dissoudre l'Association ;
- g) Prendre toutes autres décisions qui lui sont réservées par la loi ou les Statuts.

Article 11

L'Assemblée générale ordinaire se réunit une fois par an au moins, dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice administratif et comptable. En outre, une Assemblée générale extraordinaire peut être convoquée aussi souvent que le Comité le juge nécessaire ou lorsque la demande écrite en est faite par un tiers des membres au moins. Le Comité convoque l'Assemblée dans les meilleurs délais par un avis adressé à chaque membre dix jours au moins avant la réunion. La convocation indique les objets portés à l'ordre du jour et, en cas de révision des Statuts, la teneur des modifications proposées.

Article 12

L'Assemblée générale est dirigée par le.la Président-e; en son absence, le Comité nomme l'un-e de ses membres pour présider les débats. Chaque Assemblée fait l'objet d'un procès-verbal. L'Assemblée générale est régulièrement constituée et délibère valablement quel que soit le nombre des membres présent-e-s. Les décisions sont prises :

- a) À la majorité des deux tiers des voix émises pour la dissolution de l'Association ;
- b) À la majorité des voix émises dans tous les autres cas ;
- c) En cas d'absence, un-e membre peut faire valoir une procuration. Chaque membre peut détenir, au maximum, deux procurations signées et avertir le Comité par courriel, avant la tenue d'une Assemblée.
- d) Les abstentions ne sont pas considérées comme voix émises. En cas d'égalité des voix, il est procédé à un deuxième scrutin ; si ce deuxième scrutin aboutit à une nouvelle égalité des voix, son objet peut être reporté à une prochaine Assemblée générale. Si un-e membre présent-e le demande, les décisions et les élections auront lieu à bulletin secret.

Article 13

L'Association est administrée par le Comité qui est composé d'un nombre de cinq membres au moins. En cas d'égalité de voix pour une décision ou si le nombre des membres du Comité est pair, celle du.de la Président-e est prépondérante. Seul-e-s les membres de l'Association peuvent être membres du Comité. Les membres du Comité sont élu-e-s pour une période d'un an et sont rééligibles ; iels désignent un-e Président-e, choisi-e au sein du Comité.

Article 14

Le Comité se réunit aussi souvent que la gestion des affaires de l'Association l'exige. Le Comité est convoqué et dirigé par le.la Président-e ou, en son absence, par un-e des membres désigné-e pour le.la remplacer. Les délibérations font l'objet d'un procès-verbal. La présence de trois membres au moins du Comité est nécessaire pour la validité des délibérations.

14bis

Les collaboratrices et collaborateurs rémunéré-e-s de l'Association ne peuvent siéger au Comité qu'avec une voix consultative.

Article 15

Le Comité a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion de l'Association. Il exerce tous les droits qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée générale par la loi ou les Statuts. Il a notamment les pouvoirs de :

- a) Convoquer les Assemblées générales et préparer leur ordre du jour ;
- b) Exécuter les décisions de l'Assemblée générale ;
- c) Établir les bilans, comptes d'exploitation et rapports annuels ;
- d) Désigner les personnes autorisées à représenter l'Association et fixer le mode de signature; engager le personnel nécessaire au fonctionnement de l'Association.

15bis

Les membres du Comité agissent bénévolement et ne peuvent prétendre qu'à l'indemnisation de leurs frais effectifs et de leurs frais de déplacement. Pour les activités qui excèdent le cadre usuel de la fonction pour laquelle le/la membre du Comité s'est engagé-e, chaque membre du Comité peut recevoir un dédommagement approprié. Ce mandat spécifique fera l'objet d'un contrat en bonne et due forme signé par les autres membres du Comité. La tâche et l'objet du mandat doivent y être décrits avec précision.

Article 16

L'exercice administratif et comptable débute le 1er janvier et se termine le 31 décembre. L'Assemblée générale désigne chaque année l'Organe de contrôle chargé de vérifier les comptes annuels et de faire un rapport écrit à ce sujet à l'Assemblée générale.

Article 17

En cas de dissolution de l'Association, l'actif disponible sera entièrement attribué à une institution poursuivant un but d'intérêt public analogue à celui de l'Association et bénéficiant de l'exonération de l'impôt. En aucun cas, les biens ne pourront retourner aux fondateurice-s physiques ou aux membres, ni être utilisés à leur profit en tout ou partie et de quelque manière que ce soit.

Article 18

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents Statuts, l'Association est régie par les articles 60 et suivants du Code civil suisse. Les présents Statuts, adoptés en Assemblée générale constitutive, le 23 juin 1997 et modifiés par les Assemblées générales annuelles des 26 juin 2003, 28 juin 2010, 14 juin 2011, 12 juin 2014, 5 décembre 2019, 21 juin 2021, ainsi que par l'Assemblée générale du 9 juin 2022, ainsi que par l'Assemblée générale du 6 décembre 2022, entrent immédiatement en vigueur.